

Ambassade de France en Irak
Service économique de Bagdad

IRAK

SITUATION MACROECONOMIQUE, CONTEXTES ET PERSPECTIVES

Structurellement dépendante des hydrocarbures (~90% des recettes budgétaires) et caractérisée par un secteur privé peu développé, l'économie irakienne enregistre des performances très volatiles, étroitement liées à la production, aux cours et au transit du pétrole. Après un recul de 0,4 % en 2025, le FMI (WEO 2026) anticipe une contraction du PIB de 6,8% en 2026, sous l'effet du conflit régional impliquant l'Iran et des fortes perturbations du détroit d'Ormuz, puis un rebond de 11,3% en 2027, conditionné à la normalisation des exportations. La trajectoire d'endettement public s'est nettement dégradée : de 53,9% du PIB en 2025, la dette brute pourrait atteindre 61,7% en 2026. Le FMI projetait auparavant une hausse jusqu'à 77,6% du PIB à l'horizon 2030 (Article IV 2025), en l'absence de réformes structurelles ambitieuses. La dégradation budgétaire provoquée par le choc de 2026 renforce le risque d'une trajectoire durablement ascendante, même si une nouvelle projection du FMI est nécessaire pour en mesurer l'ampleur. La politique budgétaire a été fortement expansionniste, portée par la masse salariale et les pensions publiques. Le déficit s'est creusé en 2026 avec la contraction des recettes pétrolières. Point positif : l'inflation est relativement maîtrisée.

1/-De la volatilité à la contraction : l'effet d'Ormuz sur l'activité 2026. L'activité économique irakienne est très volatile : après 7,7% en 2022, la croissance est retombée à 0,9% en 2023, puis le PIB s'est contracté de 2,3% en 2024, sous l'effet notamment des réductions de production décidées dans le cadre de l'OPEP+. La réévaluation d'environ 10% du dinar en février 2023 a en outre réduit la contrepartie en dinars des recettes pétrolières libellées en dollars. L'activité a de nouveau reculé en 2025 (-0,4 %). Pour 2026, le FMI anticipe une contraction du PIB de 6,8%, contre une croissance de 3,6% projetée en octobre 2025, sous l'effet de l'effondrement de la production et des exportations pétrolières provoqué par la guerre régionale impliquant l'Iran et la forte perturbation des flux via la Détroit d'Ormuz. Après un rebond de 11,3% en 2027, la croissance s'établirait autour de 3,3 à 3,5% par an jusqu'en 2030, soit une moyenne d'environ 2,9% sur 2026-2030 : compte-tenu d'une croissance démographique proche de 2,1% par an, le gain de PIB par habitant resterait limité. A plus long terme, la croissance irakienne restera exposée aux cycles pétroliers et insuffisamment inclusive tant que la diversification de l'économie et le développement du secteur privé ne progresseront pas davantage.

2/-Des comptes extérieurs et publics en nette dégradation. Les comptes extérieurs et publics se dégradent sous le double effet de la baisse des recettes pétrolières et d'une politique budgétaire expansionniste. Encore excédentaire en 2024 (+2,1% du PIB, après +15,1% en 2022 et +7,7% en 2023), le solde courant est devenu déficitaire en 2025 (-1,7%) et devrait atteindre -5,3% en 2026, avant un retour à l'équilibre en 2027 (+0,2%). La contraction des volumes exportés l'emporte sur la hausse des cours du pétrole : le FMI retient pour 2026 une hypothèse de 82 USD le baril (moyenne Brent, Dubaï et WTI). Le solde budgétaire est passé de +8,1% en 2022 à -6,4% en 2025, et devrait être de -7,9% en 2026. Le FMI anticipe une amélioration progressive jusqu'en 2031. La dégradation depuis 2022 s'explique principalement par le recul des recettes pétrolières et la hausse des dépenses courantes, notamment des salaires et des pensions publics ; le rebond anticipé de 2027 (-2,7%) reflète notamment la reprise de la production pétrolière, sans résorber le déséquilibre budgétaire structurel.

En 2026, le conflit régional et les perturbations des exportations pétrolières liées au blocage du détroit d'Ormuz ont accentué les tensions budgétaires. Sur les quatre premiers mois de l'année, le déficit fédéral cumulé avait atteint 6,7 milliers de milliards de dinars (~5 Md USD), selon le ministère des Finances, tandis que des retards de paiement des salaires publics ont été rapportés. Les dernières données d'exécution publiées par le ministère, disponibles au 05 octobre, devront toutefois être privilégiées pour actualiser ce point. En 2025, les dépenses courantes représentaient 86,9% du total des dépenses du gouvernement central irakien, contre 13,1% pour les dépenses d'investissement.

3/-Dettes et réserves de change : une trajectoire sous fortes tensions à moyen terme. Portée par une politique budgétaire expansionniste, la dette publique est passée de 47,2% du PIB en 2024 à 54,3% en 2025. Elle devrait atteindre 62,3% en 2026, puis 77,6% en 2030 en l'absence d'ajustement. Stabiliser la dette exigerait des mesures supplémentaires de 1 à 1,5% du PIB non pétrolier par an sur 2026-2030. Les réserves de change qui atteignaient 111,7 Mds USD fin 2023, s'élevaient encore à 97,4 Md USD fin 2025 avant de tomber à 80,6 Mds USD fin juillet 2026. Elles ont ainsi diminué d'environ 28% depuis fin 2023 et de 17,2% depuis la fin 2025. La forte perturbation des flux pétroliers via la détroit d'Ormuz, par lequel transitaient environ 90% des exportations de brut irakien a accéléré cette dégradation. La

production est tombée à environ 1,4 Mb/j en avril 2026, tandis que les exportations mensuelles de brut via Ormuz chutaient à 10 millions de barils sur le mois, contre 93 millions avant le conflit, soit une baisse proche de 90%. Les exportations ont ensuite progressivement repris : selon le ministère irakien du Pétrole, leur rythme moyen atteignait environ 2,6 Mb/j en septembre, encore sensiblement inférieur aux 3,3 à 3,5 Mb/j observés avant le conflit. Le choc sur les recettes pétrolières a ainsi creusé le déficit et réduit les marges de financement de l'État, tandis que l'érosion des réserves de change constitue désormais un indicateur central de la capacité d'absorption du choc.

La dégradation se reflète également dans les notations souveraines : Moody's maintient l'Irak à Caa1 (risque élevé depuis avril 2026) ; S&P confirme sa note B-, également assortie d'une perspective négative depuis juin ; Fitch maintient B-, avec une perspective stable. Le FMI recommande un ajustement budgétaire ambitieux reposant notamment sur : (i) la maîtrise de la masse salariale publique, (ii) la mobilisation des recettes non pétrolières (en particulier l'amélioration du recouvrement des droits de douanes et des recettes fiscales), (iii) ainsi que la réforme des retraites et le renforcement des dépôts publics dans un compte unique du Trésor.

4/-Une inflation relativement maîtrisée, mais un dinar irakien fragilisé sur le marché des changes . Après un pic en 2021 (5,3%), l'inflation a nettement reculé, passant de 4,3% en 2022 à 4% en 2023 et 2,7% en 2024. Elle est même ressortie à -1,2% en 2025 selon le WEO 2026, sous l'effet notamment de la baisse des prix alimentaires, et de la stabilisation du taux de change (CBI). Le FMI anticipe une remontée progressive, à 3,5% en 2026, 3,3% en 2027 et 4,8% en 2031. Cette reprise devrait être alimentée par le renchérissement de certains biens importés et les perturbations logistiques liées au conflit régional.

La modernisation du système douanier contribue également à cette pression sur les coûts : après plusieurs étapes de déploiement d'ASYCUDA depuis 2025, l'Irak a renforcé les procédures de déclaration préalable et de paiement des droits et garanties fiscales avant transfert bancaire de devises étrangères (décision suspendue en Conseil des ministres le 06 octobre 2026). Ces mesures visent à améliorer le recouvrement douanier et la traçabilité des importations, mais contribuent à court terme à accroître les coûts et les délais de transaction.

Le dinar reste en revanche sous tension sur le marché parallèle. Depuis 2022, le durcissement des contrôles de conformité (LCB-FT), sur les transactions en USD, sous l'impulsion des autorités américaines (Réserve Fédérale), a rendu l'accès à la devise plus contraint pour certains opérateurs et nourri un écart durable entre taux officiel et parallèle. Resserré en 2025, cet écart s'est de nouveau creusé avec le choc régional : mi-septembre 2026, l'USD s'échangeait autour de 1600 IQD sur le marché parallèle, soit près de 21% au-dessus du taux officiels (1 320 IQD/USD), dans un contexte de forte demande de dollars en espèces. Le 06 octobre, le Conseil des ministres (décision n°544) a dévalué le dinar avec effet le 07 octobre : le taux d'achat de l'USD au ministère des Finances passe de 1 300 à 1 500 IQD ; le taux de vente aux banques de 1 310 à 1 510 IQD ; et le taux de vente au public de 1 320 à 1 520 (+15% pour le prix de l'USD). Cette mesure, justifiée par l'effondrement des recettes pétrolières, accroît la contrepartie en dinars des exportations, mais n'a pas apaisé le marché parallèle (plus de 1 700 IQD/USD à Bagdad après l'annonce et jusqu'à 1 800 IQD/USD à Erbil, soit un écart de plus de 12%) et fait peser un risque de reprise de l'inflation, comme après la dévaluation de 2020. L'inscription de l'Irak sur la liste grise du GAFI le 19 juin 2026, assortie d'un plan d'actions ciblées, renforce par ailleurs les exigences de conformité pesant sur le système financier irakien.

La transmission de la politique monétaire à l'économie réelle demeure limitée par la faible profondeur du système financier, l'importance du secteur informel et le poids des liquidités circulant en dehors du système bancaire. Le principal risque n'est donc pas, à ce stade, celui d'une spirale inflationniste, mais celui d'un écart persistant entre le marché officiel et le marché parallèle des changes qui renchérit le coût des importations, pénalise les entreprises ne disposant pas d'un accès normalisé au marché officiel des changes.

Perspectives. L'économie irakienne demeure structurellement dépendante des hydrocarbures, et particulièrement vulnérable aux perturbations des flux via Ormuz. Le choc de 2026 a accentué les tensions budgétaires, réduit les réserves de change et confirmé les limites d'un modèle insuffisamment diversifié. Le gouvernement d'Ali Faleh Al Zaidi, formé en mai doit ainsi composer avec un déficit élevé, l'absence de budget 2026 et une forte rigidité des dépenses publiques. Les réformes engagées pour améliorer le climat des affaires, reconnecter le secteur bancaire aux circuits internationaux et attirer les capitaux privés constituent des signaux positifs. Leur traduction effective reste à démontrer. Les accords conclus le 14 juillet à la Maison Blanche, puis les démarches engagées avec la France (14/09) et l'Allemagne (15/09), témoignent néanmoins d'une volonté de réduire les vulnérabilités économiques et logistiques du pays./.

Valéry ALVES